Déficit public : la crise a bon dos

28/05/2010 à 6h03





La crise n'est pas seule responsable des 138 milliards d'euros de déficit de 2009. D'autres dépenses sont à prendre en compte, à commencer par le train de vie de l'État.

138 milliards d'Euros, vous avez bien lu !

Cela correspond au déficit des comptes de l'État Français pour 2009, que la Cour des Comptes vient de valider, tout en émettant quelques réserves.

Et surtout en précisant au passage que : ” *la dégradation des finances publiques n’était pas due uniquement à la crise.* “

Face à ces chiffres qui donnent le tournis, le Président n’a trouvé qu’une basse polémique pour éviter le sujet : ” *Vous savez, quand on pense à ce qu’a fait François Mitterrand en ramenant l’âge légal du départ à la retraite de 65 à 60 ans… On aurait beaucoup moins de problèmes s’il s’était abstenu.* ” – Source Le Point

> ***Et si vous et votre gouvernement avaient évité de gaspiller l’argent depuis 2007, Monsieur le Président : ” On aurait beaucoup moins de problèmes si vous vous étiez abstenu. “***

Car, le constat est édifiant lorsqu’on lit ce qu’écrit la Cour des Comptes sur votre vague de “générosité” depuis 2007 :

” (…) *la Cour a établi que la crise économique et les mesures adoptées pour y faire face ont alourdi le déficit de l’Etat de près de 63 milliards d’euros par rapport à celui constaté en 2008, soit les trois quarts de son aggravation totale elle-même chiffrée à 82 milliards d’euros.*

” Tous les clignotants budgétaires et financiers sont au rouge “, a souligné Didier Migaud en insistant sur le fait que la dégradation des finances publiques n’était pas due uniquement à la crise.

” Certaines mesures prises avant la crise ont eu des effets sur 2009 et certaines pratiques anciennes ont perduré pendant la crise, comme l’insuffisante sécurisation des recettes de l’État”, a-t-il dit.

Il a notamment épinglé les allègements fiscaux consentis en 2007 et 2008 qui ont engendré des surcoûts de 5,2 milliards d’euros en 2009 ou le coût de la loi Tepa (travail, emploi et pouvoir d’achat) de 2008 qui a atteint l’an dernier 9,7 milliards d’euros. Il a aussi dénoncé “de nouvelles mesures

fiscales adoptées en cours d'année et qui ont généré une baisse des recettes de 1,4 milliard d'euros ", visant là la baisse de la TVA dans la restauration entrée en vigueur le 1er juillet (…) " – Source L'Express

Alors, pas de quoi pavoiser et surtout chercher des excuses au travers de "*procès en sorcellerie*" foireux !

Pourquoi ne pas expliquer, plutôt que malgré les diverses aides et exonérations :

– Que la baisse des recettes a un impact direct sur le financement des retraites et que vous préférez, par facilité, allonger la durée de cotisation !

– Que les usines continuent de licencier lorsqu'elles ne ferment pas !

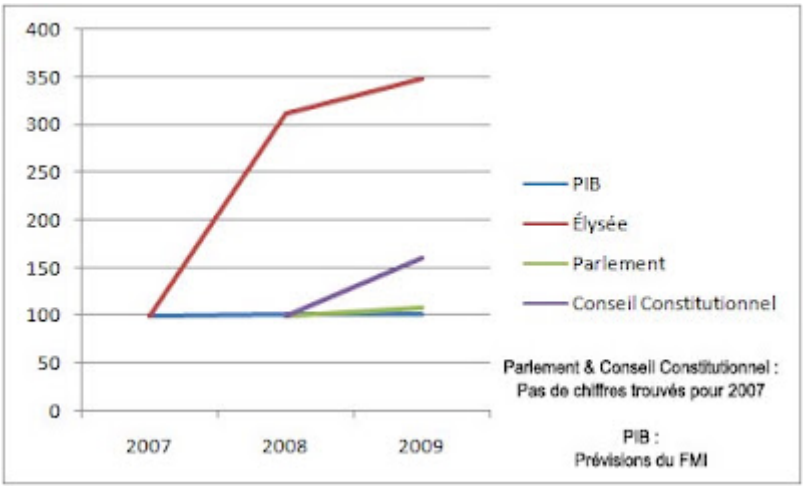
– Que les entreprises continuent obstinement à refuser de recruter des plus de 50 ans et … que vous n'y pouvez rien !

– Que les emplois de services qui devaient remplacer ceux de l'industrie ne sont que précaires et mal payés !

Et en ce qui concerne le train de vie de l'État

Que ce ne sont pas seulement les petits fonctionnaires qui coûtent cher, mais aussi la machine gouvernementale avec sa pléthore de conseillers en tous genres !

Que penser de l'évolution scandaleuse du budget de l'Élysée passé de : " 31 millions d'euros en 2007, à 100,8 millions d'euros en 2008 (plus une rallonge de 9,2 millions d'euros obtenue en fin d'année). La hausse s'étant poursuivit en 2009 puisque le budget prévisionnel s'élèvait à 112,3 millions d'euros (…) " Source Politique.net



Et des sommes dépensées en communication/propagande ?

" (…) *le montant des dépenses de communication de l'Élysée pour 2009 à 7,5 millions d'euros, soit 2 fois plus que 2008. Parmi les principales dépenses se trouvent notamment les enquêtes et sondages menés par le gouvernement pour 2 millions, le site internet de l'Elysée 600 000 euros (en incluant la refonte à venir) et près de 500 000 euros en rendez-vous* (…) " – Source Le Parisien

Et les 3 millions d'euros restants, direz-vous ?

" (…) *Afin de conforter l'action de la Présidence, les moyens techniques, notamment dans le domaine de la communication, devront être modernisés", souligne le "bleu" budgétaire de la mission "pouvoirs publics" du projet de loi de finances. Le chantier de remise à niveau du site Internet entrepris en 2009 "sera poursuivi en 2010"* (…) *Des objectifs qui viennent gonfler légèrement le poste "charges de fonctionnement courant", mais pas autant que celui consacré aux "équipements et travaux". Ce dernier va passer de 1,395 million d'euros à 2,49 millions entre 2009 et 2010, soit un bond de 79 %* (…) " – Source Profession Politique

Quant au gouvernement, faut-il rappeler cette information de 2008 ? : " *le budget 2008 du "délégué interministériel à la communication", qui s'élevait à 5,8 millions d'euros, passera en 2009 à 23 millions d'euros !* (…) " – Source Impôts utiles

Avec une mention spéciale à l'ex-ministre de la justice Rachida Dati : *" C'est en matière de communication que la Chancellerie a battu tous les records : 3 177 386 euros en six mois. Dans la réponse de Rachida Dati, on apprend que son ministère a organisé des événements pour 213 124 euros, investi pour 315 910 euros en outils de communication, s'est payé 118 129 euros de sondages et a dépensé 149 252 euros en achats de journaux* (…) " – Source Politique.net

Mais, diront certains au gouvernement et à l'UMP, tout ça c'est du passé… qu'il est indispensable de faire payer à tous ceux qui n'ont pas eu le plaisir de profiter des aubaines… du temps passé !

Slovar

(Illustration de Miège pour Contribuables Associés)

Luc Chatel refuse de baisser son salaire

(Merci à Chantillon)